

Clément Méric, 19 ans, étudiant, assassiné par un groupe appartenant à des « jeunes nationalistes révolutionnaires », une organisation d'extrême-droite.

Assassiné, oui, massacré, au cœur de Paris, à une heure d'intense activité, pour avoir eu la trempe, avec des amis, de toiser des barbares, arborant – de façon ostentatoire – des croix gammées tatouées !

Quelles que puissent être par ailleurs les divergences politiques, il faut saluer la détermination de ce jeune, à peine sorti de l'adolescence - lycéen, il avait combattu contre la « réforme » des lycées -, et lui d'aspect frêle, à affronter ces barbares fascistes et néo-nazis.

Depuis quelques mois, ces groupes multiplient les agressions homophobes, anti-immigrés...

On connaît la raison : ce sont les massives manifestations homophobes (contre le droit au mariage accordé aux homosexuels) qui les ont dynamisés, galvanisés.

L'Eglise en est l'origine, qui les a organisées (avec la prise en charge financière par des grands capitalistes et le savoir-faire d'anciens très hauts responsables de la hiérarchie militaire) et légitimées (sur le plan idéologique). Elle a obtenu que se réalise l'unité des partis bourgeois, avec ce coude à coude de dignitaires de l'Ump, du Fn, démocrates-chrétiens, centristes et autres, partageant les mêmes mots d'ordre. On a vu des espaces publics longuement occupés, transformés en lieux de prière, des commandos manifester dans les tribunes de l'Assemblée nationale, introduits - tout à fait légalement ! - par des députés Ump.

Les groupes d'extrême-droite en ont fait leur miel, bien à leur place dans cette fidèle photo de la famille bourgeoise, en faillite, décadente. (Même dieu n'y aurait pas reconnu ses saints !)

Ils se sont exercés à attaquer la police, non par hostilité (ce sont les défenseurs des plus farouches de l'Etat bourgeois et de son appareil policier), mais par bravade, pour s'entraîner « pour de vrai », pour se faire la main, en quelque sorte.

On ne peut ignorer la responsabilité du président Hollande quand, en novembre 2012, devant le congrès des maires de France, à la stupéfaction même de ses conseillers, il avait légitimé par avance la « clause de conscience » des opposants ! L'Eglise, la plus vieille et la plus solide institution réactionnaire, comprit le message.

L'assassinat de Clément Méric est un avertissement cruellement payé.

La classe ouvrière, la jeunesse ne doivent compter que sur leurs propres forces. On a entendu les dirigeants du Ps (notamment) en appeler au gouvernement pour dissoudre des groupes d'extrême-droite, et à la constitution d'un « bloc républicain » : contre le Fn, avec Copé, sans doute !!! le patron de l'Ump, qui poursuit consciencieusement la politique de Sarkozy-Fillon-Hortefeux-Guéant. Et ce Copé de demander en échange l'interdiction de « groupes d'extrême-gauche » !

Comment s'en remettre à ce gouvernement dont le ministre de l'Intérieur, M. Valls, s'est identifié comme le partisan de Clemenceau contre Jaurès ? Lui qui s'illustre par sa politique de démantèlement des camps des Roms... ! S'en remettre à un gouvernement qui s'oppose à la modeste amnistie (qui, d'ailleurs, n'annulerait pas les condamnations) votée par les sénateurs en faveur des travailleurs condamnés par l'Etat bourgeois et son appareil judiciaire pour certaines actions de lutte de classe ?

De toute façon, l'appareil d'Etat n'obéit aux ordres du gouvernement qu'autant que celui-ci serve fidèlement le capitalisme français !

La seule riposte à la hauteur de cet assassinat est une puissante manifestation des travailleurs et de la jeunesse.

Ses objectifs seront clairement annoncés :

- D'abord rendre justice à Clément Méric.
- Affirmer au grand jour que ces hordes bourgeoises seront chassées de la rue.
- Donner confiance aux travailleurs et aux jeunes, en permettant de surmonter le désarroi provoqué par l'alignement du Ps, à leur façon du Pcf et du Pg aussi, sur ce gouvernement de défense du capitalisme, et surtout, par la complicité dont il bénéficie de la part des dirigeants syndicaux, notamment via leur participation constante au « dialogue social » visant à l'adoption de toutes les contre-réformes réactionnaires.
- Donner confiance aux travailleurs, aux jeunes, et leur garantir les moyens de toutes sortes pour organiser leur autodéfense, autant que de besoin.

C'est la responsabilité des organisations ouvrières, les confédérations syndicales – Cgt, Fo – la Fsu, et les partis d'origine ouvrière, et avec, notamment, l'Unef, d'appeler dans l'unité et d'organiser une telle manifestation.

C'est un combat qu'il faut mener : redonner vie à la vieille formule du front unique des organisations ouvrières :

Marcher séparément ! Frapper ensemble !